



ENTRETIEN >>>> Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

« Il n'y a pas d'alternative à une gestion rigoureuse des dépenses »

Un an après le sauvetage de la Grèce et une semaine après l'appel à l'aide du Portugal, Christine Lagarde assume les choix budgétaires et économiques restrictifs de l'Europe, au nom de la survie de la zone euro

La défiance des marchés financiers à l'égard de certains États de la zone euro, et notamment de l'Espagne, va-t-elle cesser maintenant que se prépare une aide financière au Portugal ?

CHRISTINE LAGARDE : Les efforts accomplis par l'Espagne ont été très significatifs. Madrid a pris des mesures fortes et crédibles pour réduire notablement sa dette et son déficit publics, réformer le marché du travail et les retraites, mais aussi restructurer et recapitaliser ses établissements bancaires. Ce n'est pas la situation du Portugal, qui s'est abrité pendant un temps derrière l'actualité irlandaise. Lisbonne et Madrid sont durablement dissociés aujourd'hui, ce qui n'était pas le cas il y a six mois. C'est un fait reconnu aussi bien par la BCE (NDLR: Banque centrale européenne) et le FMI (NDLR: Fonds monétaire international) que par les marchés, où la courbe des taux d'emprunt espagnols ne suit plus ceux du Portugal.

La crise de l'euro est donc enfin terminée selon vous ?

Il nous reste une étape sérieuse à franchir, avec la deuxième vague de tests de résistance aux banques. Les résultats seront publiés en juin et à partir de là, il faudra que les établissements sous-capitalisés ou sous-provisionnés passent des provisions et recapitalisent. Il y aura du travail à faire mais nous devons d'abord connaître les besoins. Christian Noyer, le gouverneur de la Banque

de France, qui suit ce dossier, me dit qu'il ne devrait pas y avoir de difficultés pour les banques françaises.

Un an après le sauvetage de la Grèce, la population continue à protester contre la rigueur, comme dans plusieurs pays. L'austérité est-elle socialement supportable dans la durée ? Les Grecs, comme les Irlandais et les Portugais, ne risquent-ils pas de « mourir guéris » ?

Il n'y a pas d'alternative, ils sont obligés de passer par une phase de contraction pour pouvoir repartir sur une économie plus saine. La véritable question, c'est : « Est-ce qu'on veut que la zone monétaire tienne la route et que ses États membres puissent continuer à emprunter sur les marchés, ou est-ce qu'on veut se précipiter vers un désastre financier complet dans lequel la zone euro explose car les pays concernés font faillite et sont durablement exclus des marchés financiers ? » Je choisis sans hésiter la première solution. **Pourquoi ne pas réduire dès aujourd'hui la dette de ces pays pour alléger leur fardeau ?**

D'abord, nous n'avons pas été complètement hostiles à l'idée de rééchelonner le remboursement du prêt international consenti à la Grèce et nous lui avons accordé des années supplémentaires. Mais nous faisons le pari que les programmes d'austérité permettront aux Grecs de revenir sur les marchés financiers, et que ce pays est en situation de solvabilité. La

Grèce ne fera pas faillite, elle n'a donc pas besoin que l'on réduise son volume de dette.

Même si les marchés continuent à penser le contraire ?

De toute façon, les marchés paient toujours soit dans un sens soit dans l'autre, pour réaliser des plus-values...

Vous transmettez à la Commission européenne, à la fin du mois, l'avant-projet de budget de la France pour 2012. Quelles en sont les priorités ?

Nous visons un déficit budgétaire à -4,6 % du PIB (après -5,7 % cette année) et nous allons poursuivre les chantiers engagés, notamment la réduction des niches fiscales (1), le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et la mise en œuvre de la réforme des retraites, une réforme majeure qui consolide notre système par répartition et qui contribue à restaurer l'équilibre de nos finances publiques. En France non plus, il n'y a pas d'alternative à une gestion rigoureuse des dépenses publiques. Il n'est plus possible de laisser filer la dette et le déficit public comme on l'a fait depuis plus de trente ans. Notre politique reste fondée sur le contrôle de la dépense, et sa diminution chaque fois que c'est possible, sans hausse des impôts. **En réalité, la hausse des impôts n'est que repoussée, après l'élection présidentielle...**

À chaque jour suffit sa peine. **Allez-vous réduire votre prévision de croissance 2012, que beaucoup**

13.04.2011

d'économistes jugent trop optimiste, de 2,5 % à 2 % ?

Rien n'est encore décidé. Pour l'heure, tous les signaux sont au vert. Le déficit budgétaire 2010 s'est monté à 7 % contre 7,7 % prévus, et l'économie recrée des emplois. Après en avoir détruit 330 000 en 2009, le solde net a été de + 125 000 en 2010 – même si une partie est en intérim – et pour le semestre en cours, l'Insee a revu

ses prévisions de 50 000 à 78 000. En outre, l'industrie a cessé de détruire des postes. Mais il reste des séquelles de la crise et nous avons encore beaucoup à faire sur le front du chômage et du soutien aux investissements. Et nous devons aussi composer avec une série d'aléas : les conséquences des catastrophes au Japon, le prix des matières premières, la hausse du taux d'intérêt de la BCE...

RECUEILLI PAR
MARIE DANCER (à Budapest)

(1) Pour atteindre l'objectif de réduction du déficit de 30 milliards d'euros en 2012, il est prévu que la réduction des niches fiscales soit supérieure aux 3 milliards initialement annoncés.



Christine Lagarde : « La véritable question, c'est : "Est-ce qu'on veut que la zone monétaire tienne la route et que ses États membres puissent continuer à emprunter sur les marchés, ou est-ce qu'on veut se précipiter vers un désastre financier complet ?" »

Mission d'experts à Lisbonne

La Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international ont envoyé hier une « mission d'évaluation » au Portugal. Ces experts rencontreront des responsables du ministère portugais des finances pour définir le montant de l'aide – évalué à 80 milliards d'euros par le commissaire européen aux affaires économiques, Olli Rehn – et ses conditions. Les négociations politiques, qui s'ouvriront la semaine prochaine, s'annoncent sensibles car le gouvernement socialiste démissionnaire, qui expédie les affaires courantes, et le PSD (centre droit, opposition) refusent de négocier à la même table les contreparties au plan de soutien. Or l'Europe exige un consensus politique pour s'assurer que ce plan ne sera pas remis en cause après les élections législatives du 5 juin.